

**CONSOLIDATION OF FAIR
PRACTICES ACT (NUNAVUT)**
R.S.N.W.T. 1988,c.F-2

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE
DE LA LOI PROHIBANT LA
DISCRIMINATION (NUNAVUT)**
L.R.T.N.-O. 1988, ch. F-2

**AS AMENDED BY NORTHWEST
TERRITORIES STATUTES:**

S.N.W.T. 1995,c.23

In force December 15, 1995;

SI-015-95

**Note: For transitional provision see section 8
of S.N.W.T. 1995,c.23.**

S.N.W.T. 1995,c.28

In force July 1, 1996;

SI-003-96

S.N.W.T. 1997,c.8

**MODIFIÉE PAR LES LOIS DES
TERRITOIRES DU NORD-OUEST
SUIVANTES :**

L.T.N.-O. 1995, ch. 23

En vigueur le 15 décembre 1995;

TR-015-95

**Note : Il existe une disposition transitoire à
l'article 8 des L.T.N.-O. 1995, ch. 23.**

L.T.N.-O. 1995, ch. 28

En vigueur le 1^{er} juillet 1996;

TR-003-96

L.T.N.-O. 1997, ch. 8

**AS AMENDED BY STATUTES
ENACTED UNDER SECTION 76.05
OF NUNAVUT ACT:**

S.N.W.T. 1998,c.34

In force April 1, 1999

**MODIFIÉE PAR LA LOI ÉDICTÉE EN
VERTU DE L'ARTICLE 76.05 DE LA
LOI SUR LE NUNAVUT SUIVANTE :**

L.T.N.-O. 1998, ch. 34

En vigueur le 1^{er} avril 1999

This consolidation is not an official statement of the law. It is an office consolidation prepared for convenience only. The authoritative text of statutes can be ascertained from the *Revised Statutes of the Northwest Territories, 1988* and the Annual Volumes of the Statutes of the Northwest Territories (for statutes passed before April 1, 1999) and the Statutes of Nunavut (for statutes passed on or after April 1, 1999).

La présente codification administrative ne constitue pas le texte officiel de la loi; elle n'est établie qu'à titre documentaire. Seules les lois contenues dans les *Lois révisées des Territoires du Nord-Ouest (1988)* et dans les volumes annuels des Lois des Territoires du Nord-Ouest (dans le cas des lois adoptées avant le 1^{er} avril 1999) et des Lois du Nunavut (dans le cas des lois adoptées depuis le 1^{er} avril 1999) ont force de loi.

FAIR PRACTICES ACT

Whereas recognition of the inherent dignity and the equal and inalienable rights of all members of the human family is the foundation of freedom, justice and peace in the world and is in accord with the Universal Declaration of Human Rights as proclaimed by the United Nations;

And whereas it is public policy in the Northwest Territories that every man and woman is free and equal in dignity and rights without regard to race, creed, colour, sex, marital status, nationality, ancestry, place of origin, disability, age, family status or a conviction for which a pardon has been granted;

Now therefore, the Commissioner of the Northwest Territories, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly, enacts as follows:
S.N.W.T. 1995,c.23,s.2.

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

"employee" means a person who is in receipt of, or entitled to, compensation for labour or services performed for another, but does not include an independent contractor; (*employé*)

"employers' organization" means an organization of employers formed for purposes that include the regulation of relations between employers and employees; (*organisation d'employeurs*)

"employment agency" includes a person who undertakes, with or without compensation, to procure employment for persons; (*agence de placement*)

"trade union" means an organization of employees formed for the purpose of regulating relations between employers and employees. (*syndicat*)

LOI PROHIBANT LA DISCRIMINATION

Attendu :

que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine ainsi que de l'égalité et de l'inaliénabilité de leurs droits est le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde, et est conforme à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme proclamée par les Nations Unies;

que l'intérêt public dans les Territoires du Nord-Ouest commande à ce que les hommes et les femmes soient libres et jouissent des mêmes droits et de la même dignité sans égard à la race, aux croyances, à la couleur, au sexe, à l'état matrimonial, à la nationalité, à l'ascendance, au lieu d'origine, à l'invalidité, à l'âge, à l'état familial ou à une condamnation pour laquelle un pardon a été obtenu,

le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :
L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 2.

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«agence de placement» S'entend en outre de la personne qui entreprend, à titre onéreux ou non, de procurer de l'emploi à autrui. (*employment agency*)

«employé» Personne qui reçoit une rémunération ou qui y a droit pour le travail qu'elle fait pour autrui ou les services qu'elle lui rend. La présente définition exclut l'entrepreneur indépendant. (*employee*)

«organisation d'employeurs» Organisation d'employeurs dont l'une des raisons d'être est la réglementation des relations entre employeurs et employés. (*employers' organization*)

«syndicat» Organisation d'employés formée dans le but de régler les relations entre employeurs et employés. (*trade union*)

APPLICATION

CHAMP D'APPLICATION

Where Act not applicable	2. (1) This Act does not apply to the employment of persons	2. (1) La présente loi ne s'applique pas aux personnes employées :	Inapplicabilité
	(a) in domestic service in a private home;	a) à titre de domestique dans une maison privée;	
	(b) by an exclusively charitable, educational, fraternal, religious or social organization, society or corporation not operated for private profit, where the discrimination practised by the organization, society or corporation in relation to such employment is solely related to those special objects in respect of which the organization, society or corporation was established; or	b) par une société ou personne morale exclusivement charitable, d'enseignement, de secours mutuel, religieuse ou sociale, et à but non lucratif, lorsque la distinction qu'elle fait relativement à un tel emploi est uniquement fondée sur les buts spéciaux qui expliquent sa création;	
	(c) in any organization that is operated primarily to foster the welfare of a religious or racial group and that is not operated for private profit.	c) par une organisation à but non lucratif dont le but principal est d'assurer le bien-être d'un groupe religieux ou racial.	
Religious instruction	(2) Nothing in this Act deprives any school or District Education Authority or Divisional Education Council of the right to employ persons of any religion or religious creed where religious instruction forms or can form the whole or part of the instruction or training provided by that school or District Education Authority or Divisional Education Council under the <i>Education Act</i> .	(2) La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher une école, une administration scolaire de district ou un conseil scolaire de division du droit d'employer des personnes pratiquant une religion ou ayant des croyances religieuses bien précises, si l'éducation religieuse constitue ou peut constituer la totalité ou une partie de l'éducation ou de la formation dispensée par cette école, cette administration scolaire de district ou ce conseil scolaire de division en vertu de la <i>Loi sur l'éducation</i> .	Éducation religieuse
Bona fide occupational qualification	(3) Nothing in this Act deprives any employer of the right to employ persons of any particular race, creed, colour, sex, marital status, nationality, ancestry, place of origin, disability, age or family status or who have obtained a pardon in respect of a conviction in preference to other persons where the preference is based on a <i>bona fide</i> occupational qualification necessary to the normal operation of the business or enterprise of the employer. S.N.W.T. 1995,c.23,s.2; S.N.W.T. 1995,c.28,s.152.	(3) La présente loi n'a pas pour effet de priver un employeur du droit de choisir d'employer, de préférence à d'autres, des personnes d'une race, d'une croyance, d'une couleur, d'un sexe, d'un état matrimonial, d'une nationalité, d'une ascendance, d'un lieu d'origine, d'une invalidité, d'un âge, d'un état familial, ou qui ont été condamnées, mais qui ont obtenu un pardon, si cette préférence est fondée sur une compétence professionnelle authentique, nécessaire au fonctionnement normal du commerce ou de l'entreprise de l'employeur. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 2; L.T.N.-O. 1995, ch. 28, art. 152.	Compétences professionnelles authentiques
Government bound	2.1. For greater certainty, it is hereby declared that this Act binds the Government of the Northwest Territories. S.N.W.T. 1995,c.23,s.3.	2.1. Il est précisé, pour plus de certitude, que la présente loi lie le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 3.	Gouvernement lié

PROHIBITIONS

INTERDICTIONS

Employment

Emploi

Employers	3. (1) No employer shall refuse to employ or refuse to continue to employ a person or adversely discriminate in any term or condition of employment of any person because of the race, creed, colour, sex,	3. (1) Il est interdit de refuser d'employer ou de refuser de continuer d'employer une personne, ou de défavoriser dans les conditions d'emploi, à cause de sa race, de ses croyances, de sa couleur, de son sexe, de	Employeurs
-----------	---	--	------------

marital status, nationality, ancestry, place of origin, disability, age or family status of that person or because of a conviction of that person for which a pardon has been granted.

son état matrimonial, de sa nationalité, de son ascendance, de son lieu d'origine, de son invalidité, de son âge ou de son état familial, ou à cause d'une condamnation pour laquelle un pardon a été obtenu.

Place of residence

(2) No employer shall adversely discriminate in any term or condition of employment of any person because of the place of residence of that person.

(2) Il est interdit à un employeur de défavoriser une personne dans les conditions d'emploi à cause de son lieu de résidence.

Lieu de résidence

Employment application and advertisements

(3) No person shall
(a) use or circulate any form of application for employment,
(b) publish any advertisement in connection with employment, or
(c) make any written or oral inquiry,
that
(d) expresses either directly or indirectly any limitation, specification or preference as to the race, creed, colour, sex, marital status, nationality, ancestry, place of origin, disability, age or family status of any person or as to a conviction of any person for which a pardon has been granted, or
(e) requires an applicant to furnish any information concerning race, creed, colour, sex, marital status, nationality, ancestry, place of origin, disability, age, family status or a conviction for which a pardon has been granted.

(3) Nul ne peut utiliser ou diffuser une formule de demande d'emploi, publier une annonce au sujet d'un emploi ou tenir une enquête, oralement ou par écrit, dans l'un ou l'autre des cas suivants :
a) elle exprime directement ou indirectement des restrictions, conditions ou préférences fondées sur la race, les croyances, la couleur, le sexe, l'état matrimonial, la nationalité, l'ascendance, le lieu d'origine d'une personne, son invalidité, son âge, son état familial ou une condamnation pour laquelle un pardon a été obtenu;
b) elle oblige un requérant à donner des renseignements au sujet de sa race, de ses croyances, de sa couleur, de son sexe, de son état matrimonial, de sa nationalité, de son ascendance, de son lieu d'origine, de son invalidité, de son âge, de son état familial ou d'une condamnation pour laquelle un pardon a été obtenu.

Demandes d'emploi, publicité et enquêtes

Membership in trade unions

(4) No trade union shall
(a) exclude any person from full membership,
(b) expel, suspend or otherwise discriminate against any of its members, or
(c) discriminate against any person in regard to his or her employment by an employer, because of the race, creed, colour, sex, marital status, nationality, ancestry, place of origin, disability, age or family status of that person or because of a conviction of that person for which a pardon has been granted.

(4) Il est interdit à un syndicat d'empêcher l'adhésion pleine et entière d'une personne, de défavoriser un adhérent, notamment en l'expulsant ou en le suspendant ou de défavoriser une personne au regard de son emploi chez un employeur, pour l'une ou l'autre des causes suivantes : sa race, ses croyances, sa couleur, son sexe, son état matrimonial, sa nationalité, son ascendance, son lieu d'origine, son invalidité, son âge ou son état familial, ou une condamnation pour laquelle un pardon a été obtenu.

Adhésion à un syndicat

Discharge and other acts by employer or trade union

(5) No employer or trade union shall discharge, expel, suspend or otherwise discriminate against any person because he or she has made a complaint or given evidence or assisted in any way in respect of the initiation or prosecution of a complaint or other proceeding under this Act. S.N.W.T. 1995,c.23,s.2.

(5) Il est interdit à un employeur ou à un syndicat de défavoriser une personne, notamment en la renvoyant, en l'expulsant ou en la suspendant, parce qu'elle a formulé une plainte, qu'elle a témoigné ou participé de quelque façon que ce soit à l'introduction ou à la poursuite d'une plainte ou de toute autre instance en vertu de la présente loi. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 2; L.T.N.-O. 1997, ch. 8, art. 12(2).

Renvoi par un employeur ou un syndicat

Accommodation, Services and Facilities

Logement, services et installations

Accommodation, services and facilities

4. (1) No person shall, because of the race, creed, colour, sex, marital status, nationality, ancestry, place of origin, disability, age or family status of a person or

4. (1) Nul ne peut, à cause de la race, des croyances, de la couleur, du sexe, de l'état matrimonial, de la nationalité, de l'ascendance, du lieu d'origine, de

Logement, services et installations

because of a conviction of a person for which a pardon has been granted, deny to that person the accommodation, services or facilities available in any place to which the public is customarily admitted.

l'invalidité, de l'âge ou de l'état familial d'une personne, ou d'une condamnation pour laquelle un pardon a été obtenu, lui refuser un moyen d'hébergement, des services ou l'accès à des installations se trouvant dans un endroit où le public est ordinairement admis.

Apartment accom-
modation

- (2) No person shall, directly or indirectly,
 (a) deny to any person or class of persons occupancy of any apartment in any building that contains self-contained dwelling units, or
 (b) discriminate against any person or class of persons with respect to any term or condition of occupancy of any apartment in any building that contains self-contained dwelling units,

because of the race, creed, colour, sex, marital status, nationality, ancestry, place of origin, disability, age or family status of that person or class of persons or because of a conviction for which a pardon has been granted. S.N.W.T. 1995,c.23,s.2.

- (2) Nul ne peut, directement ou indirectement refuser à une personne ou à une catégorie de personnes l'occupation d'un appartement dans un bâtiment qui contient des habitations indépendantes avec entrée particulière ou défavoriser une personne ou une catégorie de personnes relativement aux conditions d'occupation de cet appartement, à cause de la race, des croyances, de la couleur, du sexe, de l'état matrimonial, de la nationalité, de l'ascendance, du lieu d'origine, de l'invalidité, de l'âge ou de l'état familial de cette personne ou de cette catégorie de personnes, ou à cause d'une condamnation pour laquelle un pardon a été obtenu. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 2.

Appartements

Publication

Publication

Notices, signs,
symbols,
emblems
and other
representations

5. (1) No person shall publish or display or cause or permit to be published or displayed any notice, sign, symbol, emblem or other representation indicating discrimination or any intention to discriminate against any person or any class of persons for any purpose because of the race, creed, colour, sex, marital status, nationality, ancestry, place of origin, disability, age or family status of that person or class of persons or because of a conviction for which a pardon has been granted.

5. (1) Il est interdit de publier ou d'afficher ou de permettre la publication, ou l'affichage d'un avis, d'un signe, d'un symbole, d'un emblème ou de toute autre représentation dénotant la discrimination ou une intention d'établir la discrimination à l'égard d'une personne ou d'une catégorie de personnes pour quelque motif que ce soit, à cause de la race, des croyances, de la couleur, du sexe, de l'état matrimonial, de la nationalité, de l'ascendance, du lieu d'origine, de l'invalidité, de l'âge ou de l'état familial de cette personne ou de cette catégorie de personnes, ou à cause d'une condamnation pour laquelle un pardon a été obtenu.

Avis, signes,
symboles,
emblèmes ou
autres
représentations

Exception as
to matters of
opinion

- (2) Nothing in subsection (1) interferes with the free expression of opinion on any subject. S.N.W.T. 1995,c.23,s.2.

- (2) Le paragraphe (1) n'entrave pas la liberté d'opinion sur quelque sujet que ce soit. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 2.

Liberté
d'opinion

Equal Pay

Équité salariale

Equal pay

6. (1) No employer shall employ a female for any work at a rate of pay that is less than the rate of pay at which a male employee is employed by that employer for similar or substantially similar work.

6. (1) Il est interdit à un employeur d'employer une femme à un salaire inférieur au salaire d'un homme qui fait un travail équivalent ou sensiblement équivalent.

Équité
salariale

Similar or
substantially
similar work

- (2) Work for which a female employee is employed and work for which a male employee is employed shall be deemed to be similar or substantially similar if the job, duties or services the employees are called on to perform are similar or substantially similar.

- (2) Le travail effectué par une femme et celui effectué par un homme sont réputés équivalents ou sensiblement équivalents, si ce travail, les fonctions ou les services que les employés sont appelés à accomplir ou à rendre sont équivalents ou sensiblement équivalents.

Travail
équivalent ou
sensiblement
équivalent

Justified differences in pay	(3) A difference in the rate of pay between a female and male employee based on any factor other than sex does not constitute a failure to comply with this section if the factor on which the difference is based would normally justify such a difference.	(3) Ne constitue pas une inobservation du présent article la disparité salariale entre hommes et femmes fondée sur un facteur autre que le sexe, si ce facteur devait justifier normalement une telle disparité.	Disparité salariale justifiée
------------------------------	--	--	-------------------------------

COMPLAINTS

PLAINTES

Appointment of Fair Practices Officers	7. (1) The Commissioner in Executive Council may appoint Fair Practices Officers, to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, to inquire into any complaint made under subsection (2).	7. (1) Le commissaire en Conseil exécutif peut nommer, à titre inamovible pour un mandat d'une durée maximale de cinq ans, des agents des pratiques non discriminatoires chargés d'enquêter sur les plaintes formulées en vertu du paragraphe (2).	Nomination des agents
--	--	--	-----------------------

Complaint	(2) Any person claiming to be aggrieved because of an alleged contravention of this Act may make a complaint in writing to a Fair Practices Officer.	(2) La personne qui s'estime lésée par une présumée infraction à la présente loi peut formuler une plainte par écrit à un agent des pratiques non discriminatoires.	Plainte
-----------	--	---	---------

Powers of a Fair Practices Officer	(3) A Fair Practices Officer may (a) receive and investigate complaints and mediate disputes between parties to complaints; (b) investigate allegations of contraventions of this Act or the regulations; (c) issue notices as authorized by this Act; and (d) hold hearings, give notice of hearings to the parties, and determine matters of procedure at hearings.	(3) L'agent des pratiques non discriminatoires peut : a) se saisir des plaintes et arbitrer les différends entre les parties en cause; b) faire enquête sur les allégations de violations à la présente loi ou à ses règlements; c) délivrer les avis prévus par la présente loi; d) tenir des audiences, aviser les parties de la tenue d'audiences et trancher les questions de procédure lors des audiences.	Pouvoirs des agents
------------------------------------	---	---	---------------------

Order for reinstatement of employee	(4) A Fair Practices Officer may make an order for reinstatement of an employee with or without compensation for loss of employment.	(4) L'agent des pratiques non discriminatoires peut rendre une ordonnance visant à réintégrer un employé, avec ou sans indemnité pour perte d'emploi.	Ordonnance de réintégration
-------------------------------------	--	---	-----------------------------

Powers of Fair Practices Officer	(5) A Fair Practices Officer may exercise the powers of a board established under the <i>Public Inquiries Act</i> . S.N.W.T. 1995,c.23,s.4.	(5) L'agent des pratiques non discriminatoires peut exercer les pouvoirs d'une commission constituée en vertu de la <i>Loi sur les enquêtes publiques</i> . L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4.	Pouvoirs des agents
----------------------------------	---	---	---------------------

Expediency and natural justice	<p>7.1. A Fair Practices Officer shall</p> <p>(a) adopt the most expeditious method of determining the questions arising in any proceeding; and</p> <p>(b) ensure that the rules of natural justice are followed. S.N.W.T. 1995,c.23,s.4.</p>	<p>7.1. L'agent des pratiques non discriminatoires traite des questions soulevées lors des procédures de la façon la plus expéditive possible et veille au respect des règles de justice naturelle. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4.</p>	Procédure expéditive et justice naturelle
Mediation by Fair Practices Officer	<p>7.2. (1) Where a complaint has been made to a Fair Practices Officer, the Fair Practices Officer shall inquire into the matter and shall assist the parties to the proceeding in attempting to settle the matter by agreement.</p>	<p>7.2. (1) L'agent des pratiques non discriminatoires saisi d'une plainte enquête sur le sujet et aide les parties en cause à en arriver à une solution négociée.</p>	Solution négociée
Frivolous or vexatious complaints	<p>(2) A Fair Practices Officer may refuse to accept any complaint or to continue any proceeding where, in the opinion of the Fair Practices Officer, the matter is trivial, frivolous, vexatious or has not been initiated in good faith.</p>	<p>(2) L'agent des pratiques non discriminatoires qui estime que l'objet de la plainte est banal, frivole, vexatoire ou qu'il a son origine dans la mauvaise foi peut rejeter la plainte ou refuser de poursuivre les procédures.</p>	Plaintes frivoles ou vexatoires
Withdrawing complaint	<p>(3) A complainant may withdraw a complaint at any time before an order or decision is made.</p>	<p>(3) Le plaignant peut retirer sa plainte à tout moment avant qu'une ordonnance ou une décision ne soit rendue.</p>	Retrait de la plainte
Discretion to proceed with complaint	<p>(4) Where a complainant withdraws a complaint, a Fair Practices Officer may continue the proceeding if, in the opinion of the Fair Practices Officer, to proceed would not have an adverse impact on the complainant and would be in the best interests of the public. S.N.W.T. 1995,c.23,s.4.</p>	<p>(4) Lorsque le plaignant retire sa plainte, l'agent des pratiques non discriminatoires peut poursuivre les procédures si, à son avis, la poursuite de celles-ci n'entraînerait aucune conséquence préjudiciable pour le plaignant et serait dans l'intérêt véritable du public. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4.</p>	Poursuite des procédures
Decision to hold hearing	<p>7.3. (1) A Fair Practices Officer may hold a hearing where the Fair Practices Officer has inquired into a complaint and is of the opinion that</p> <p>(a) it is unlikely that the parties to a proceeding will be able to settle the complaint by agreement; or</p> <p>(b) the urgency of having the complaint resolved requires that a determination be made.</p>	<p>7.3. (1) L'agent des pratiques non discriminatoires qui a enquêté sur la plainte peut tenir une audience lorsqu'il estime, selon le cas :</p> <p>a) qu'il est peu probable que les parties à une procédure en arrivent à une solution négociée;</p> <p>b) qu'une décision doit être prise en raison de la nécessité de régler la plainte dans les plus brefs délais.</p>	Décision de tenir une audience
Notice	<p>(1.1) Where a Fair Practices Officer holds a hearing under subsection (1), he or she shall give notice of it to the parties to the proceeding.</p>	<p>(1.1) L'agent des pratiques non discriminatoires avise les parties à la procédure de la tenue d'une audience en vertu du paragraphe (1).</p>	Avis
Disqualification	<p>(2) A Fair Practices Officer is not disqualified from holding a hearing and making an order or decision in respect of a complaint by reason only of the fact that the Fair Practices Officer</p> <p>(a) attempted to assist the parties to the proceeding in settling the complaint by agreement; or</p> <p>(b) took part in an inquiry or inspection in respect of the complaint. S.N.W.T. 1995,c.23,s.4.</p>	<p>(2) Le fait que l'agent des pratiques non discriminatoires ait tenté d'aider les parties à en arriver à une solution négociée, ou qu'il ait pris part à une enquête ou à un examen de la plainte, ne suffit pas à lui enlever la capacité de tenir une audience ou de rendre une ordonnance ou une décision relativement à cette plainte. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4.</p>	Capacité
Hearing complaints	<p>7.4. (1) Where more than one complaint has been</p>	<p>7.4. (1) L'agent des pratiques non discriminatoires qui</p>	Audience commune

together	made to a Fair Practices Officer and the Fair Practices Officer is of the opinion that it would be appropriate to determine the issues raised by the complaints together, the Fair Practices Officer may hold a single hearing to hear and determine all of the issues in dispute.	reçoit plus d'une plainte, et qui estime qu'il est indiqué de traiter ensemble des points soulevés par ces plaintes, peut tenir une audience commune afin d'entendre et de statuer sur tous les points en litige.	
Hearing complaints separately	(2) Where a Fair Practices Officer is of the opinion that it would be appropriate to deal with some of the issues raised by a complaint at separate hearings, the Fair Practices Officer may direct that some of the issues be dealt with separately and may set additional hearing dates for the determination of those issues. S.N.W.T. 1995,c.23,s.4.	(2) L'agent des pratiques non discriminatoires peut, s'il l'estime indiqué, ordonner que certains des points soulevés par une plainte fassent l'objet d'audiences distinctes et fixer d'autres dates d'audience en conséquence. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4.	Audiences distinctes
Examination of materials	7.5. Any party to a proceeding under this Act may examine all material filed with a Fair Practices Officer relevant to the proceeding. S.N.W.T. 1995,c.23,s.4.	7.5. Les parties à une procédure en vertu de la présente loi peuvent examiner tous les documents déposés auprès de l'agent des pratiques non discriminatoires relativement à cette procédure. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4.	Examen des documents
Power of Fair Practices Officer to investigate	7.6. (1) A Fair Practices Officer may, before or during a hearing, (a) conduct any inquiry or inspection that the Fair Practices Officer considers necessary; and (b) question any person, by telephone or otherwise, concerning the dispute.	7.6. (1) L'agent des pratiques non discriminatoires peut, avant ou pendant l'audience : a) procéder aux enquêtes ou examens qu'il estime nécessaires; b) interroger toute personne, notamment par téléphone, relativement au différend.	Pouvoirs d'enquête de l'agent
Power of Fair Practices Officer to question parties	(2) At a hearing, a Fair Practices Officer may question the parties who are in attendance at the hearing and any witnesses, with a view to determining the truth concerning the issues in dispute. S.N.W.T. 1995,c.23,s.4.	(2) À l'audience, l'agent des pratiques non discriminatoires peut interroger les parties présentes et les témoins afin de faire ressortir la vérité en ce qui a trait aux points en litige. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4.	Agent peut interroger les parties
Order or decision	7.7. In making an order or decision, a Fair Practices Officer may consider any relevant information obtained by the Fair Practices Officer in addition to any evidence given at the hearing, provided that the Fair Practices Officer first informs the parties of the additional information and gives each party an opportunity to explain or refute it. S.N.W.T. 1995,c.23,s.4.	7.7. L'agent des pratiques non discriminatoires, lorsqu'il rend son ordonnance ou sa décision, peut tenir compte, outre les éléments de preuve présentés à l'audience, de tous les renseignements pertinents qu'il a accumulés, dans la mesure où il avise d'abord les parties de l'existence de ces renseignements supplémentaires et leur donne la possibilité de les expliquer ou de les réfuter. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4.	Ordonnance ou décision
Making of order or decision	7.8. (1) The Fair Practices Officer may make any order or decision that the Fair Practices Officer considers just.	7.8. (1) L'agent des pratiques non discriminatoires peut rendre toute ordonnance ou toute décision qu'il estime juste.	Agent peut rendre une ordonnance ou une décision
Reasons for order or decision	(2) A Fair Practices Officer shall give reasons for any order or decision that the Fair Practices Officer makes and shall serve a copy of the order or decision and the reasons on the parties affected.	(2) L'agent des pratiques non discriminatoires motive toute ordonnance ou décision qu'il rend et signifie une copie de cette ordonnance ou décision, accompagnée des motifs, aux parties concernées.	Motifs de l'ordonnance ou de la décision
Terms and conditions	(3) A Fair Practices Officer may include in any order or decision the terms and conditions that the Fair	(3) L'agent des pratiques non discriminatoires peut prévoir, dans toute ordonnance ou décision qu'il	Conditions

	Practices Officer considers proper in the circumstances. S.N.W.T. 1995,c.23,s.4.	rend, les conditions qu'il estime appropriées eu égard aux circonstances. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4.	
Authority of order or decision	7.9. (1) An order or a decision of a Fair Practices Officer is binding on the parties.	7.9. (1) L'ordonnance ou la décision d'un agent des pratiques non discriminatoires lie les parties.	Parties liées
Compliance with an order or decision	(2) Every person in respect of whom an order or decision is made under section 7.8 shall comply with the order or decision, unless the order or decision is varied or set aside on appeal.	(2) Quiconque est visé par une ordonnance ou une décision rendue en vertu de l'article 7.8 s'y conforme, à moins que l'ordonnance ou la décision ne soit modifiée ou annulée en appel.	Conformité avec l'ordonnance ou la décision
Filing of order	(3) Any party affected by an order or decision made under this Act may file the order or decision with the Clerk of the Nunavut Court of Justice.	(3) Les parties visées par une ordonnance ou une décision rendue en vertu de la présente loi peuvent déposer l'ordonnance ou la décision auprès du greffier de la Cour de justice du Nunavut.	Dépôt de l'ordonnance
Order of Nunavut Court of Justice	(4) An order or decision filed under subsection (3) shall be deemed to be an order or decision of the Nunavut Court of Justice.	(4) L'ordonnance ou la décision déposée en vertu du paragraphe (3) est réputée être une ordonnance ou une décision de la Cour de justice du Nunavut.	Ordonnance de la Cour de justice du Nunavut
Enforcement of order	(5) An order or decision filed under subsection (3) may be enforced in the same manner as a judgment of the Nunavut Court of Justice. S.N.W.T. 1995,c.23,s.4; S.N.W.T. 1998,c.34,Sch.C,s.11(2).	(5) L'ordonnance ou la décision déposée en vertu du paragraphe (3) peut être exécutée de la même manière qu'un jugement de la Cour de justice du Nunavut. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 4; L.T.N.-O. 1998, ch. 34, Ann. C, art. 11(2).	Exécution de l'ordonnance
Appeal	8. (1) Any person affected by an order or decision of a Fair Practices Officer may, at any time within 30 days after service of the order, appeal by way of notice of appeal to a judge of the Supreme Court to vary or set aside the order or decision.	8. (1) Quiconque est visé par une ordonnance ou une décision d'un agent des pratiques non discriminatoires peut, à tout moment dans les 30 jours de la signification de l'ordonnance, interjeter appel, par avis d'appel, devant un juge de la Cour suprême pour obtenir la modification ou l'annulation de l'ordonnance ou de la décision.	Appel
Service of notice	(2) The appellant shall, at least 10 days before the date for the hearing of the appeal stated in the notice of appeal, serve on the respondent and on the Fair Practices Officer a copy of the notice of appeal.	(2) L'appelant signifie une copie de l'avis d'appel à l'intimé et à l'agent des pratiques non discriminatoires au moins 10 jours avant la date d'audition de l'appel indiquée dans cet avis.	Signification de l'avis
Hearing of appeal	(3) The judge of the Supreme Court may (a) hear the appeal on the day and at the time stated in the notice of appeal; or (b) adjourn the hearing for such time as the judge considers fit and may direct notice of the day and time of the hearing to be served on such persons as the judge considers advisable.	(3) Le juge de la Cour suprême peut : a) soit entendre l'appel au jour et à l'heure indiqués dans l'avis d'appel; b) soit ajourner l'audience à une date qu'il estime indiquée, et peut ordonner qu'avis du jour et de l'heure de l'audience soit signifié à certaines personnes qu'il estime devoir entendre.	Audition de l'appel
Nature of hearing	(4) The hearing of an appeal under this section shall be by a trial <i>de novo</i> .	(4) L'audition d'un appel prévu au présent article se fait sous la forme d'un nouveau procès.	Nouveau procès
Decision of judge	(5) The decision of the judge of the Supreme Court is conclusive and not subject to further appeal. S.N.W.T. 1995,c.23,s.5.	(5) La décision du juge de la Cour suprême est concluante et n'est pas susceptible d'appel. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 5.	Décision du juge

APPROVED PROGRAMS

PROGRAMMES DE PROMOTION SOCIALE

Approved programs

9. The Commissioner in Executive Council may, by order, approve programs designed to promote the welfare of any class of individuals, and any such program shall be deemed not to be a contravention of this Act. S.N.W.T. 1995,c.23,s.7.

9. Le commissaire en Conseil exécutif peut, par décret, approuver des programmes destinés à promouvoir le bien-être d'une catégorie de particuliers. Un tel programme est réputé ne pas contrevenir à la présente loi. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 7.

Programmes de promotion sociale

OFFENCE AND PUNISHMENT

INFRACTION ET PEINE

Offence and punishment

10. (1) Subject to subsection (1.1), every person that contravenes this Act is guilty of an offence and liable on summary conviction,

- (a) if an individual, to a fine of \$100 and, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding three months; and
- (b) if a corporation, trade union, employers' organization or employment agency, to a fine not exceeding \$500.

10. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), quiconque enfreint la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

- a) s'il s'agit d'un particulier, une amende de 100 \$ et, à défaut de paiement, un emprisonnement maximal de trois mois;
- b) s'il s'agit d'une personne morale, d'un syndicat, d'une organisation d'employeurs ou d'une agence de placement, une amende maximale de 500 \$.

Infraction et peine

Fine for failing to comply with order or decision

(1.1) Every person, trade union, employers' organization or employment agency that fails to comply with an order or decision of a Fair Practices Officer is guilty of an offence and liable on summary conviction,

- (a) if an individual, to a fine not exceeding \$1,000; and
- (b) if a corporation, trade union, employers' organization or employment agency, to a fine not exceeding \$25,000.

(1.1) La personne, le syndicat, l'organisation d'employeurs ou l'agence de placement qui fait défaut de se conformer à une ordonnance ou à une décision d'un agent des pratiques non discriminatoires commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

- a) une amende maximale de 1 000 \$, s'il s'agit d'un particulier;
- b) une amende maximale de 25 000 \$, s'il s'agit d'une personne morale, d'un syndicat, d'une organisation d'employeurs ou d'une agence de placement.

Amende pour défaut de se conformer à une ordonnance ou à une décision

Where offence committed by employee or agent

(2) In a prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified.

(2) Dans une poursuite pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'accusé, que l'employé ou l'accusé soient identifiés ou non.

Infraction par un employé ou un mandataire

Enforcement of fine on corporation

(3) Where a fine that is imposed on a corporation under subsection (1) is not paid as directed, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the Supreme Court and that judgment is enforceable against the corporation in the same manner as if it were a judgment rendered against the corporation in the Supreme Court in civil proceedings. S.N.W.T. 1995,c.23,s.6.

(3) Lorsqu'une amende infligée à une personne morale en application du paragraphe (1) n'est pas payée selon les directives données, le poursuivant peut, en déposant la déclaration de culpabilité, inscrire comme jugement à la Cour suprême le montant de l'amende et des dépens, le cas échéant. Le jugement est exécutoire à l'encontre de la personne morale de la même façon que s'il s'agissait d'un jugement rendu à l'encontre de la personne morale au civil devant la Cour suprême. L.T.N.-O. 1995, ch. 23, art. 6.

Exécution contre une personne morale

Payment to employee and reinstatement

11. Where an employer is convicted of a contravention of subsection 3(5) by reason of having discharged, expelled or suspended an employee, the convicting judge, in addition to any other punishment, may

11. Lorsqu'un employeur est déclaré coupable d'une infraction au paragraphe 3(5) pour avoir renvoyé, expulsé ou suspendu un employé, le juge qui prononce la condamnation peut, en plus de toute autre peine :

Paiement à un employé et réintégration

- (a) order the employer to pay to the employee compensation for loss of employment not exceeding the sum that, in the opinion of the judge, is equivalent to the wages, salary or other remuneration that would have accrued to the employee up to the date of conviction but for the discharging, expelling or suspending of that employee; and
- (b) order the employer to reinstate the employee in the position the employee would have held but for the discharging, expelling or suspending of that employee on a date that, in the opinion of the judge, is just and proper in the circumstances. S.N.W.T. 1998,c.34, Sch.C,s.11(3).

- a) ordonner à l'employeur de payer à l'employé une indemnité pour perte d'emploi jusqu'à concurrence de la somme maximale qui, de l'avis du juge, équivaut au salaire, au traitement ou à toute autre rémunération que l'employé aurait touché jusqu'à la date de la déclaration de culpabilité, s'il n'avait pas été renvoyé, expulsé ou suspendu;
- b) ordonner à l'employeur de réintégrer l'employé dans le poste qu'il aurait occupé, s'il n'avait pas été renvoyé ou expulsé, à une date qui, de l'avis du juge, est juste et équitable dans les circonstances. L.T.N.-O. 1997, ch. 8, art. 12(3); L.T.N.-O. 1998, ch. 34, Ann. C, art. 11(3).

Injunction proceedings

12. (1) Where a person has been convicted of an offence under this Act, the Commissioner may apply, by way of originating notice, to a judge of the Supreme Court for an order enjoining that person from continuing the offence.

12. (1) Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une infraction prévue à la présente loi, le commissaire peut, par avis introductif de requête, demander à un juge de la Cour suprême une ordonnance enjoignant à cette personne de ne plus commettre l'infraction.

Injonction

Enforcement of order

(2) An order made by a judge of the Supreme Court under subsection (1) may be enforced in the same manner as any other order or judgment of the Supreme Court.

(2) Une ordonnance rendue par un juge de la Cour suprême en vertu du paragraphe (1) peut être exécutée de la même façon qu'une ordonnance ou un jugement de la Cour suprême.

Exécution de l'ordonnance

Consent to prosecution

13. No prosecution for an offence under this Act shall be commenced without the consent in writing of the Commissioner.

13. Les poursuites pour infraction à la présente loi ne peuvent être entamées sans le consentement écrit du commissaire.

Consentement à la poursuite

TABLE OF CONTENTS

INTERPRETATION	
Definitions	1
APPLICATION	
Where Act not applicable	2 (1)
Religious instruction	(2)
Bona fide occupational qualification	(3)
Government bound	2.1
PROHIBITIONS	
Employment	
Employers	3 (1)
Place of residence	(2)
Employment application and advertisements	(3)
Membership in trade unions	(4)
Discharge and other acts by employer or trade union	(5)
Accommodation, Services and Facilities	
Accommodation, services and facilities	4 (1)
Apartment accommodation	(2)
Publication	
Notices, signs, symbols, emblems and other representations	5 (1)
Exception as to matters of opinion	(2)
Equal Pay	
Equal pay	6 (1)
Similar or substantially similar work	(2)
Justified differences in pay	(3)
COMPLAINTS	
Appointment of Fair Practices Officers	7 (1)
Complaint	(2)
Powers of a Fair Practices Officer	(3)
Order for reinstatement of employee	(4)
Powers of Fair Practices Officer	(5)
Expediency and natural justice	7.1
Mediation by Fair Practices Officer	7.2 (1)
Frivolous or vexatious complaints	(2)
Withdrawing complaint	(3)
Discretion to proceed with complaint	(4)
Decisions to hold hearing	7.3 (1)
Notice	(1.1)

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS	
Définitions	
CHAMP D'APPLICATION	
Inapplicabilité	
Éducation religieuse	
Compétences professionnelles authentiques	
Gouvernement lié	
INTERDICTIONS	
Emploi	
Employeurs	
Lieu de résidence	
Demandes d'emploi, publicité et enquêtes	
Adhésion à un syndicat	
Renvoi par un employeur ou un syndicat	
Logement, services et installations	
Logement, services et installations	
Appartements	
Publication	
Avis, signes, symboles, emblèmes ou autres représentations	
Liberté d'opinion	
Équité salariale	
Équité salariale	
Travail équivalent ou sensiblement équivalent	
Disparité salariale justifiée	
PLAINTES	
Nomination des agents	
Plainte	
Pouvoirs des agents	
Ordonnance de réintégration	
Pouvoirs des agents	
Procédure expéditive et justice naturelle	
Solution négociée	
Plaintes frivoles ou vexatoires	
Retrait de la plainte	
Poursuite des procédures	
Décision de tenir une audience	
Avis	

Disqualification	(2)	Capacité
Hearing complaints together	7.4 (1)	Audience commune
Hearing complaints separately	(2)	Audiences distinctes
Examination of materials	7.5	Examen des documents
Power of Fair Practices Officer to investigate	7.6 (1)	Pouvoirs d'enquête de l'agent
Power of Fair Practices Officer to question parties	(2)	Agent peut interroger les parties
Order or decision	7.7	Ordonnance ou décision
Making of order of decision	7.8 (1)	Agent peut rendre une ordonnance ou une décision
Reasons for order or decision	(2)	Motifs de l'ordonnance ou de la décision
Terms and conditions	(3)	Conditions
Authority of order or decision	7.9 (1)	Parties liées
Compliance with an order or decision	(2)	Conformité avec l'ordonnance ou la décision
Filing of order	(3)	Dépôt de l'ordonnance
Order of Nunavut Court of Justice	(4)	Ordonnance de la Cour de justice du Nunavut
Enforcement of order	(5)	Exécution de l'ordonnance
Appeal	8 (1)	Appel
Service of notice	(2)	Signification de l'avis
Hearing of appeal	(3)	Audition de l'appel
Nature of hearing	(4)	Nouveau procès
Decision of judge	(5)	Décision du juge

APPROVED PROGRAMS

PROGRAMMES DE PROMOTION SOCIALE

Approved programs	9	Programmes de promotion sociale
-------------------	---	---------------------------------

OFFENCE AND PUNISHMENT

INFRACTION ET PEINE

Offence and punishment	10 (1)	Infraction et peine
Fine for failing to comply with order or decision	(1.1)	Amende pour défaut de se conformer à une ordonnance ou à une décision
Where offence committed by employee or agent	(2)	Infraction par un employé ou un mandataire
Enforcement of fine on corporation	(3)	Exécution contre une personne morale
Payment to employee and reinstatement	11	Paiement à un employé et réintégration
Injunction proceedings	12 (1)	Injonction
Enforcement of order	(2)	Exécution de l'ordonnance
Consent to prosecution	13	Consentement à la poursuite